

Point de Presse du Conseil d'Etat

13 novembre 2013

La version Internet fait foi

Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
Soutien à deux associations favorisant l'intégration des personnes migrantes.....	4
Genève-Confédération	5
Oui à l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie	5
Asile : oui à la reprise des règlements Dublin III et Eurodac dans le droit suisse	5
Adaptation aux changements climatiques en Suisse : oui au plan d'action 2014-2017	6
Modification de la loi fédérale sur l'imposition du tabac.....	6
Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales	7
Genève	8
Environnement 2030 : adoption du concept cantonal de la protection de l'environnement	8
Lancy : 490 logements	9
Adoption du plan général d'évacuation des eaux d'Aire-la-Ville, Avully, Cartigny, Laconnex et Soral.....	10
Adoption du rapport sur la phase pilote du projet e-toile	11
Caisse cantonale genevoise de compensation : adaptation du taux de contribution aux frais d'administration des personnes sans activité lucrative.....	11
Conditions d'existence des mineurs dans les centres d'accueil	12
Un dispositif novateur de tutorat pour les mineurs du Foyer des Tattes	12
Aides financières à diverses associations actives dans le domaine de la culture.....	12
Approbation des comptes 2012 des Rentes genevoises.....	13
Entrée en vigueur de lois	14
Agenda des invitations à la presse	17

Genève internationale

Soutien à deux associations favorisant l'intégration des personnes migrantes

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière à deux associations locales reconnues pour la qualité du travail qu'elles effectuent pour favoriser l'intégration des personnes d'origine étrangère.

Il a attribué 110'000 francs à l'Université populaire albanaise. Cette association, active depuis 1996, est reconnue pour sa contribution à l'intégration des personnes de langue et de culture albanaise dans le canton de Genève.

Par ailleurs, le gouvernement a accordé une aide financière de 100'000 francs à Maison Kultura, une fédération d'associations étrangères fondée dans notre canton il y a quatorze ans en vue de soutenir son action en faveur du développement de la vie associative des populations migrantes, en particulier par le conseil et l'accompagnement à la mise en place de projets associatifs et d'intégration en collaboration avec les acteurs locaux (institutions, associations privées, structures d'animation socioculturelle), ainsi que par l'accueil et l'information proposées aux personnes migrantes de toutes origines.

Par ces soutiens financiers, le Conseil d'Etat entend valoriser les associations communautaires du canton en tant qu'acteurs, partenaires et relais de l'action intégrative publique.

Pour toute information complémentaire : M. André Castella, délégué à l'intégration, bureau de l'intégration des étrangers, DS, ☎ 022 546 74 99 ou 079 215 79 15.

Oui à l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une consultation du Département fédéral de justice et police sur l'extension à la Croatie de l'Accord sur la libre circulation des personnes.

La Croatie est membre de l'Union européenne (UE) depuis le 1^{er} juillet 2013 et le dispositif de mise en œuvre progressive et contrôlée de la libre circulation avec ce pays s'inspire largement des deux extensions précédentes aux nouveaux Etats-membres de l'UE (Bulgarie et Roumanie en 2007).

Une période transitoire de dix ans est prévue avant l'ouverture complète de l'accès au marché du travail suisse.

Cette consultation est l'occasion pour le Conseil d'Etat de réitérer son attachement à la fois à la libre circulation des personnes, essentielle au fonctionnement de l'économie genevoise et à l'application stricte et efficace des mesures d'accompagnement ainsi qu'à leur renforcement, pour éviter toute sous-enchère salariale.

Pour toute information complémentaire : M. Enrico Bolzani, attaché aux questions européennes, service des affaires extérieures, DARES, ☎ 022 327 90 72.

Asile : oui à la reprise des règlements Dublin III et Eurodac dans le droit suisse

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une consultation du Département fédéral de justice et police portant sur la reprise dans le droit suisse et la mise en œuvre des règlements Dublin III, qui permet de déterminer le pays de l'Union européenne responsable de l'examen d'une demande d'asile, et Eurodac, qui gère le système de comparaison des empreintes des requérants d'asile et de plusieurs catégories d'immigrants clandestins. La plupart des dispositions contenues dans ces deux règlements sont en effet des refontes des règlements de base et sont déjà appliquées en Suisse.

En cohérence avec ses prises de position favorables à la modification de la loi sur l'asile et aux adaptations correspondantes des ordonnances qui lui sont liées, le Conseil d'Etat soutient ces développements des acquis Dublin/Eurodac, qui ne remettent pas en question la restructuration en cours du domaine de l'asile.

Les modifications du règlement Dublin portent sur la possibilité de mettre en détention administrative une personne appelée à retourner dans le pays où elle a initialement déposé une demande d'asile pour éviter un passage à la clandestinité pendant la procédure précédant le renvoi. Celles qui sont apportées au règlement Eurodac concernent la saisie et la transmission des données.

Le Conseil d'Etat a pris acte du fait que la plupart des dispositions légales en vigueur en Suisse étaient déjà conformes aux nouveautés adoptées au niveau européen, mais que certaines allaient encore nécessiter des adaptations de la loi fédérale sur les étrangers et de la loi sur l'asile.

Pour toute information complémentaire: M. Bernard Gut, directeur général de l'office cantonal de la population, DS, ☎ 022 546 49 18.

Adaptation aux changements climatiques en Suisse : oui au plan d'action 2014-2017

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication relative au deuxième volet de la stratégie du Conseil fédéral consacrée à l'adaptation aux changements climatiques de la Suisse.

Le premier volet de cette stratégie avait été adopté par le Conseil fédéral le 2 mars 2012 et fixait les objectifs, les défis et les champs d'action de l'adaptation aux changements climatiques. Afin de définir le plan d'action des mesures arrêtées par la Confédération, le deuxième volet présente, sous la forme d'une approche sectorielle, 67 mesures d'adaptation aux changements climatiques. Ces mesures permettront d'améliorer les connaissances dans le domaine des changements climatiques, de coordonner les actions avec les instruments politiques existants ainsi que les échanges entre Confédération, cantons, villes et communes.

Le gouvernement genevois encourage la Confédération à poursuivre les analyses des mesures d'adaptation aux changements climatiques dans les domaines du développement territorial, de la gestion des eaux, de l'agriculture, de l'énergie et de la santé. Il relève cependant que les enjeux financiers devraient être davantage anticipés.

Pour toute information complémentaire : M. Christophe Higy, directeur général de l'eau, DIME, ☎ 022 546 74 00.

Modification de la loi fédérale sur l'imposition du tabac

Consulté par le Département fédéral des finances au sujet de la modification de la loi fédérale sur l'imposition du tabac, le Conseil d'Etat estime que la modification proposée n'appelle pas de commentaire particulier de sa part. Cette modification de nature « technique » vise pour l'essentiel à renouveler la compétence du Conseil fédéral en matière d'augmentations de l'impôt grevant les cigarettes et le tabac.

Toutefois, comme il l'avait déjà relevé dans le cadre de la consultation de 2006, le Conseil d'Etat regrette que l'aspect central de santé publique soit ignoré au travers de la « politique des petits pas » menée par le Conseil fédéral, alors que la littérature scientifique en la matière démontre que le seul moyen de freiner la consommation de tabac est de restreindre son accès, notamment au travers d'une fiscalité réellement dissuasive.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales

Le Conseil d'Etat a reçu les députés genevois aux Chambres fédérales à l'occasion d'un déjeuner de travail. Différents thèmes ont été abordés, dont la loi sur la nationalité, l'assurance-maladie, la protection contre le bruit des avions et les conditions de travail des ouvriers agricoles.

Environnement 2030 : adoption du concept cantonal de la protection de l'environnement

Le Conseil d'Etat a adopté lors de sa séance du 6 novembre le [concept cantonal de la protection de l'environnement « Environnement 2030 »](#). Ce dernier a été élaboré avec le concours du [conseil du développement durable](#) – une commission consultative constituée d'experts et de représentants de la société civile –, qui l'a également adopté à l'unanimité.

Le [concept cantonal de la protection de l'environnement](#) est un document stratégique qui présente les orientations à long terme de la politique environnementale cantonale en s'appuyant sur un état des lieux de l'environnement.

Il constate ainsi que des progrès ont été accomplis dans ce domaine à Genève au cours des douze dernières années : chaque habitant du canton a, en moyenne, légèrement diminué sa consommation d'eau, d'énergie, sa production de déchets ainsi que ses émissions polluantes par kilomètre parcouru. Le canton dispose également d'infrastructures environnementales (traitement des eaux, déchets, etc.) performantes et améliorées ainsi que d'espaces naturels renforcés.

Cependant, les changements climatiques, l'exploitation intensive des ressources ainsi que les pollutions et atteintes d'origine humaine constituent autant de défis globaux qui se retrouvent à l'échelle locale. De plus, la nouvelle [constitution cantonale](#) et le [plan directeur cantonal 2030](#) affichent des objectifs ambitieux en matière d'environnement, qui requièrent des avancées.

Sur la base de ce constat, « Environnement 2030 » préconise d'opérer une transition environnementale qui consiste à anticiper et à intégrer la protection de l'environnement dans l'ensemble des activités. Pour y parvenir, il identifie quatre objectifs stratégiques :

- Augmenter la durabilité énergétique :
Genève s'engage de manière déterminée dans la transition énergétique visant à atteindre, à terme, la société à 2000 watts sans nucléaire.
- Conserver et développer les ressources naturelles locales :
Le canton assure la sauvegarde des ressources naturelles de son territoire : le sol, le sous-sol, l'air, l'eau, le paysage et la biodiversité.
- Prévenir et prendre en compte les risques en lien avec l'environnement et la santé humaine :
Il prend davantage en compte les risques environnementaux : nuisances avérées, événements climatiques ou encore risques en lien avec la diffusion de substances dans l'environnement.
- Favoriser l'émergence d'espaces urbains à haute performance environnementale :
L'optimisation environnementale de l'espace urbain est un enjeu clé pour le canton de Genève, caractérisé par la croissance de son agglomération. Pour y parvenir, les critères d'un bâtiment et d'un quartier durable sont précisément définis et la réalisation de ces derniers est promue.

Pour atteindre ces objectifs, le concept s'appuie sur les outils de l'action publique et encourage le développement de moyens d'action transversaux et innovants. Il fixe ainsi les conditions cadre pour que

Genève se profile comme un pôle d'excellence en matière d'économie verte et une vitrine internationale de l'environnement.

Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIME, ☎ 022 327 96 01.

Lancy : 490 logements



Le Conseil d'Etat a adopté quatre plans localisés de quartier (PLQ) sur le territoire de la Ville de Lancy et rejeté simultanément les oppositions y relatives. Ces quatre PLQ sont situés dans le périmètre du plan directeur de quartier du secteur des Semailles, adopté par le Conseil municipal de Lancy le 24 mai 2012 et approuvé par le Conseil d'Etat le 27 mars 2013 (voir [point de presse](#)). Ils représentent au total un potentiel de 490 logements et 3805 m² de surface brute de plancher d'activités. Ces quatre PLQ ont été soumis à enquête publique du 16 décembre 2011 au 25 janvier 2012.

Un délai supplémentaire, plus de deux fois supérieur à celui prévu par la loi, a été accordé au Conseil municipal de Lancy pour préavisier les plans concernés. Ce dernier n'a toutefois pas pris position. Le silence du Conseil municipal valant approbation sans réserve, ainsi que le prévoit l'article 6 alinéa de [la loi générale sur les zones de développement](#) (LGZD), le Conseil d'Etat a constaté que ces PLQ sont conformes aux orientations retenues dans le plan directeur du quartier des Semailles, orientations qui engagent les autorités cantonales et municipales.

Le premier PLQ est situé entre le chemin des Semailles, le chemin des Rambossons et l'avenue du Curé-Baud. Il prévoit la création de trois immeubles de quatre et cinq étages sur rez-de-chaussée, implantés perpendiculairement au chemin des Rambossons. Ces trois immeubles proposent 94 logements et 1101 m² de surfaces brutes de plancher d'activités au rez-de-chaussée. Un parking souterrain d'une capacité de 115 places est également envisagé, ainsi que treize places de stationnement en surface et 108 places destinées aux vélos.

Le deuxième PLQ est situé entre le chemin des Rambossons, le chemin des Semailles et le chemin des Palettes. Il prévoit la construction de quatre immeubles, pour un total de 142 logements. Le gabarit des immeubles est de quatre à six étages sur rez-de-chaussée. Un parking souterrain d'une capacité de 126 places est également prévu, ainsi que dix-sept places de stationnement en surface et 130 places destinées aux vélos.

Le troisième PLQ prend place entre le chemin des Semailles, le chemin des Rambossons et l'avenue du Curé-Baud. Il prévoit la construction de cinq immeubles de quatre et cinq étages sur rez-de-chaussée, implantés parallèlement à l'avenue du Curé-Baud et au chemin des Semailles. Trois de ces bâtiments verront leur rez-de-chaussée affecté à des activités. Au total, ce PLQ propose 116 logements et 1144 m² de surfaces brutes de plancher d'activités. Un parking souterrain d'une capacité de 130 places doit aussi être réalisé dans ce cadre, ainsi que 130 places de stationnement en surface destinées aux vélos.

Le quatrième et dernier plan localisé de quartier se situe entre le chemin des Rambossons et l'avenue des Communes-Réunies. Il prévoit la création de trois immeubles. Deux immeubles de cinq étages sur rez-de-chaussée seront construits le long du chemin des Rambossons, dont l'un verra son rez-de-chaussée affecté à des activités. Le dernier bâtiment, de huit étages sur rez, est prévu en bordure de l'avenue des Communes-Réunies. Des activités sont prévues au rez-de-chaussée de cet immeuble.

Au total, ce plan propose 138 logements et 1560 m² de surfaces brutes de plancher d'activités. Un parking souterrain d'une capacité de 123 places est également envisagé, ainsi que trente places de stationnement en surface et 130 places destinées aux vélos.

Un projet alternatif avait été proposé par une association d'habitants du quartier des Semailles dans le cadre des délibérations du Conseil municipal. Ce projet a été transmis au Grand Conseil sous la forme d'une [motion](#), dont la commission de l'aménagement recommande le rejet. Contrairement aux PLQ adoptés ce jour, qui

respectent pleinement les engagements pris à l'égard des autorités communales dans le cadre du plan directeur de quartier, ce projet alternatif aurait fondamentalement remis ce dernier en question.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la FAO, le plan sera disponible sur le site Internet officiel à l'adresse www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

L'étape du PLQ sert à définir les conditions permettant la réalisation de nouvelles constructions sans fixer tous les détails, qui seront décidés dans les phases ultérieures du projet (préavis communaux lors des demandes définitives en autorisation de construire). Une fois le PLQ adopté et entré en vigueur, les différents acteurs concernés devront se conformer aux principes généraux qu'il comporte. Le PLQ définit notamment la disposition, l'affectation et le type de constructions qui pourront être autorisées dans cette zone, ainsi que les aménagements extérieurs et les questions de mobilité. Il permet aux propriétaires d'engager les démarches en vue de la construction, qui peut s'échelonner sur plusieurs années.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.

Adoption du plan général d'évacuation des eaux d'Aire-la-Ville, Avully, Cartigny, Laconnex et Soral

Le Conseil d'Etat a adopté le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) des communes d'Aire-la-Ville, Avully, Cartigny, Laconnex et Soral.

Le PGEE, qui remplace les plans directeurs des égouts datant d'une trentaine d'années, est un outil communal de planification de l'assainissement des eaux, qui traite de la gestion et de l'évacuation des eaux usées et pluviales. Il fixe dans un plan d'actions l'ensemble des mesures à réaliser sur le territoire communal en matière d'assainissement des eaux, à l'horizon des quinze à vingt prochaines années.

Par souci de cohérence hydrologique, d'efficacité et d'économie d'échelle, les communes précitées se sont associées en groupement intercommunal pour la réalisation de leur PGEE.

Les principaux investissements sont liés à la réparation et reconstruction d'un certain nombre de tronçons de collecteurs en mauvais état et en sous-capacité hydraulique. Les communes de Cartigny et de Laconnex devront finaliser la séparation de leur réseau secondaire (pose d'un collecteur pour les eaux usées et d'un collecteur pour les eaux pluviales).

Si le projet de renaturation de l'Eaumorte en aval du village de Laconnex se concrétise, un bassin de rétention centralisé d'environ 4000 m³ devra être réalisé.

Avec les communes de Gy, Meinier, Presinge, Bellevue, Genthod, Pregny-Chambesey (voir [point de presse du 27 juin 2012](#)), Collex-Bossy (voir [point de presse du 13 mars 2013](#)), Puplinge, Céligny (voir [point de presse du 10 avril 2013](#)), Lancy, Onex, Plan-les-Ouates, Dardagny, Russin, Satigny (voir [point de presse du 12 juin 2013](#)) et Versoix (voir [point de presse du 4 septembre 2013](#)), dont les PGEE ont déjà été adoptés, vingt-et-une des quarante-cinq communes du canton disposent désormais d'un tel outil.

Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Bachmann, service de la planification de l'eau, DIME, ☎ 022 546 74 26.

Adoption du rapport sur la phase pilote du projet e-toile

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil le rapport sur la phase pilote du projet e-toile de réseau cantonal de partage d'informations médicales, désormais disponible sur l'ensemble du canton sous le nom de MonDossierMedical.ch. Le réseau e-toile permet aux patients d'accéder à leur dossier médical électronique auprès des prestataires de soins participant au réseau. Il permet également de partager les informations de façon sécurisée entre les professionnels de santé selon des droits d'accès définis par le patient.

Depuis 2009, le réseau a fait l'objet de développements effectués en commun avec un partenaire privé : La Poste. La phase pilote du projet s'est achevée en 2012. Elle a fait l'objet de plusieurs évaluations quant à sa sécurité, sa conformité avec les recommandations de la stratégie nationale de cybersanté, ainsi que d'une évaluation par des experts externes. Ces évaluations ont confirmé la sécurité et la validité du projet et fait des recommandations pour orienter le déploiement de la plateforme.

Sur cette base, le Conseil d'Etat a proposé de modifier certains points de la loi sur le réseau communautaire d'informatique médicale, identifiés lors de l'expérience pilote. La relation contractuelle avec La Poste sera prolongée jusqu'en 2015 pour continuer de préparer l'exploitation pérenne du réseau. Le gouvernement genevois a décidé en conséquence de contribuer désormais aux investissements – jusque-là entièrement portés par La Poste – à hauteur de 500'000 francs par an sur trois ans.

Le partage de l'information médicale est un outil central dans l'amélioration de la qualité des prestations de santé, notamment lors de la prise en charge en réseau de patients chroniques. Il permet également de soutenir l'efficacité du réseau de soins genevois et d'améliorer grandement la collaboration des différents acteurs. Actuellement, plus de 1000 patients sont inscrits sur MonDossierMedical.ch et plusieurs centaines de professionnels de santé y contribuent. Le déploiement du système en est à ses débuts. L'objectif est désormais de généraliser son utilisation, notamment au sein des institutions de soins publiques.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 26.*

Caisse cantonale genevoise de compensation : adaptation du taux de contribution aux frais d'administration des personnes sans activité lucrative

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'exécution de la [loi relative à l'office cantonal des assurances sociales](#).

Pour couvrir leurs frais d'administration, les caisses de compensation perçoivent de leurs affiliés des contributions. Ces dernières sont également prélevées auprès des personnes sans activité lucrative, qui sont tenues de s'affilier à l'AVS. A Genève, la caisse cantonale genevoise de compensation (CCGC) perçoit une contribution aux frais d'administration qui, pour les personnes sans activité lucrative, s'élève à 2,8% des cotisations dues par cette catégorie d'affiliés. Le taux appliqué par la CCGC, qui n'a plus été adapté depuis 1956, ne permettait toutefois plus de couvrir les frais générés par le suivi de ces dossiers. Le Conseil d'Etat a donc fixé à 5% le taux de contribution, comme le permet la réglementation fédérale et ainsi que le recommande l'Office fédéral des assurances sociales.

Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé des assurances sociales et du handicap, DSE, ☎ 022 546 51 19.

Conditions d'existence des mineurs dans les centres d'accueil

Le Conseil d'Etat a adopté un [rapport](#) concernant les conditions d'existence des requérants d'asile mineurs non accompagnés et mineurs accompagnés dans les centres d'accueil. L'objectif de ce rapport est, notamment, de renforcer l'encadrement socio-éducatif individuel et collectif de ces mineurs et d'identifier un lieu de résidence adéquat. La *task force* chargée de cette problématique poursuivra ses travaux afin d'agir de manière transversale et coordonnée entre les divers domaines concernés : sécurité, logement, formation, éducation, santé, culture et loisirs.

Un deuxième rapport sera présenté d'ici le premier semestre 2014 afin de faire le point sur l'avancée de la mise en œuvre.

*Pour toute information complémentaire : Mme Christina Kitsos, chargée des affaires migratoires, DIP,
☎ 022 546 69 04.*

Un dispositif novateur de tutorat pour les mineurs du Foyer des Tattes

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière de 40'000 francs à l'association Reliance afin de contribuer au développement d'un projet pilote de tutorats en faveur d'élèves mineurs résidents du Foyer des Tattes, en difficultés scolaires au primaire et au cycle d'orientation.

*Pour toute information complémentaire : Mme Christina Kitsos, responsable des affaires migratoires,
☎ 022 546 69 04 ; ou Mme Marie-Hélène Dubouloz Schaub, secrétaire adjointe, DIP, ☎ 022 546 69 55.*

Aides financières à diverses associations actives dans le domaine de la culture

Le Conseil d'Etat a accordé des aides financières à diverses associations à but non lucratif, actives dans les domaines de la musique, de la danse et du théâtre, pour un montant total de 276'000 francs pour 2014.

Les bénéficiaires de ces aides sont Eklekto Geneva Percussion Center (50'000 francs), Fanfareduloup Orchestra (40'000 francs), Swiss Chamber Concerts (40'000 francs), Association Musicodanse (21'000 francs), Association Körper Animüs (25'000 francs), Atelier Sphinx (30'000 francs), Association E Collectif / Utopia (35'000 francs) et Association Grütli Productions (35'000 francs).

L'octroi de ces aides s'inscrit dans les missions culturelles de l'Etat et permettra à ces associations de créer et de produire des concerts, des pièces de théâtre, des spectacles chorégraphiques et des animations pour les enfants durant l'année 2014.

*Pour tout complément d'information : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Approbation des comptes 2012 des Rentes genevoises

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2012 des Rentes genevoises, institution de prévoyance et d'assurance-vie sur laquelle il exerce un pouvoir de surveillance conféré par la loi.

Le nombre total des assurés (rentiers et non rentiers) est passé de 12'249 à 12'865 entre fin 2011 et fin 2012. La performance globale des actifs a atteint 5,2%, contre 1,2% l'année précédente, et le taux de couverture a augmenté de 1,9 point pour passer à 110,6%.

Grâce à la bonne tenue des marchés financiers et à l'évolution de l'encaissement des primes, le total du bilan est passé de 1,358 à 1,502 milliard de francs. Le résultat avant dotation ou utilisation de réserves s'est monté à 31,6 millions de francs, contre un déficit de 18,4 millions en 2011.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 20.09.2013, modifiant la loi sur la procédure administrative (E 5 10) (Suspension des délais) (L11017)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles (A 2 08) (L11036)	GC	Samedi 16 novembre 2013, à l'exception des art. 54, al. 1 et 55, al. 3, qui entrent en vigueur le 11 décembre 2013
Loi du 20.09.2013, accordant une aide financière monétaire totale de 990'000F et une aide financière non monétaire totale de 100'000F à l'Association GE200.CH pour les années 2013 à 2015 (L11179)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, accordant une aide financière annuelle de 300'000F à l'Association Vires pour les années 2013 à 2016 (L11100)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, accordant une aide financière de 780'000F et une aide financière non monétaire de 520'000F à l'association Genève-Plage pour les années 2013 à 2016 (L11135)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, modifiant les limites de zones sur le territoire de la Ville de Genève, section Petit-Saconnex, et des communes du Grand-Saconnex et de Pregny-Chambésy (création de zones diverses et abrogation d'une zone de développement 4B protégée) pour le site central des organisations internationales ("le Jardin des Nations") (L10502)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, modifiant la loi sur l'inspection et les relations du travail (J 1 05) (L11172)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, accordant une indemnité annuelle de fonctionnement de 1'166'565F pour la période de 2013 à 2016 à l'Association du centre genevois de consultation pour victimes d'infractions (L11058)	CE	Samedi 16 novembre 2013

Loi du 20.09.2013, accordant une aide financière de 204'345F pour 2012 et de 203'878F pour 2013 à l'association Cerebral Genève (L11095)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, accordant une aide financière annuelle de 994'257F pour l'année 2013 à la Fondation Cap Loisirs (L11102)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, accordant une aide financière annuelle de 203'802F pour l'année 2013 à l'association Pro Mente Sana (L11103)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, modifiant la loi 10862 du 20 avril 2012 accordant des indemnités et des aides financières annuelles de fonctionnement à des institutions de maintien, d'aide et de soins à domicile pour les années 2012 à 2015 (L11168)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, instituant les numéros d'identification personnels communs (A 2 09) (L11105)	CE	1 ^{er} décembre 2013
Loi du 20.09.2013, modifiant différentes lois fiscales (Imposition des participations de collaborateur) (L10924)	CE	1 ^{er} janvier 2014
Loi du 20.09.2013, de bouclage de la loi 8837 ouvrant un crédit d'investissement de 1'747'800F pour l'acquisition et l'installation de matériel pédagogique au Centre d'enseignement professionnel technique et artisanal (CEPTA) (L11155)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, de bouclage de la loi 9585 ouvrant un crédit d'investissement de 258'000F pour la généralisation du projet I-CH au CEPTA (L11159)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, accordant une aide financière pour les années 2013 à 2016 à la Confédération des Ecoles Genevoises de Musique (musique, rythmique Jaques-Dalcroze, danse et théâtre) (L11087)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, accordant des aides financières pour les années 2013 à 2016 à cinq institutions du domaine du théâtre : a) la Fondation du Théâtre de Carouge - Atelier de Genève b) la Fondation d'art dramatique de Genève c) la Fondation Am Stram Gram le Théâtre d) la Fondation des Marionnettes de Genève e) l'Association du Théâtre du Loup (L11093)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, accordant une aide financière pour les années 2013 et 2014 à la Fondation de l'Orchestre de Chambre de Genève et des aides financières pour les années 2013 à 2016 à : a) la Fondation de l'Orchestre de la Suisse Romande b) la Fondation du Concours de Genève c) l'Association Contrechamps d) l'Association pour l'encouragement de la Musique ImpRovisée (AMR) (L11094)	CE	Samedi 16 novembre 2013

Loi du 20.09.2013, accordant des aides financières pour les années 2013 à 2016 à trois institutions du domaine du soutien à la famille : a) la Fondation suisse du Service Social International b) l'Ecole des parents c) la Fondation Pro Juventute Genève (L11121)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 20.09.2013, de bouclage de la loi 10047 ouvrant un crédit d'investissement de 546'000F pour l'acquisition de mobilier, d'équipements, de matériel pédagogique et informatique pour l'ouverture de nouveaux centres de jour et le renforcement de structures existantes de l'enseignement spécialisé (L11153)	CE	Samedi 16 novembre 2013
Loi du 28.06.2013, modifiant la loi sur la navigation dans les eaux genevoises (H 2 05) (L11024)	CE	1 ^{er} janvier 2014
Loi du 28.06.2013, concernant la constitution de la Fondation de prévoyance intercommunale de droit public de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et des communes genevoises affiliées, ainsi que d'autres employeurs affiliés conventionnellement (CAP) (L11171)	CE	Samedi 16 novembre 2013

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
13 novembre 18h30	Remise des prix et des bourses 2013 du Fonds cantonal d'art contemporain	Bâtiment d'art contemporain, salle de conférence, entrée rue des Bains 28, 1205 Genève	DIP	Geneviève Bridel ☎ 022 546 66 68 ou 079 774 40 48
14 novembre 10h30	Jeunes et violence, 2 ^e conférence nationale dans le cadre du programme de la Confédération « Vers une prévention plus efficace de la violence chez les jeunes »	Maison de quartier des Acacias, route des Acacias 17, 1227 Les Acacias	DIP	May Piaget ☎ 022 546 69 18
14 novembre 15h30	Remise des diplômes aux nouveaux restaurants labellisés « Genève Région – Terre Avenir »	Les Automnales, Palexpo	DIME	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16
22 novembre 11h00	Cérémonie d'inauguration de la rénovation du cycle d'orientation de la Florence	Cycle d'orientation de la Florence Chemin du Velours 16 1231 Conches	DU DIP	Rafaële Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25 Teresa Skibinska ☎ 022 546 69 35